TL 1444-29f

"Le processus de décolonisation du Timor portugais n'est pas encore achevé et il serait bon de ne pas le laisser dans l'oubli", écrit Mgr Belo, l'évêque catholique du Timor-Oriental, au Secrétaire-Général de l'ONU, M. Xavier Perez de Cuellar. Cette lettre s'adresse aussi, sans aucun doute, à ce Comité spécialement chargé d'accompagner les problèmes liés à la décolonisation.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le Comité de Décolonisation n'a jamais cessé de prêter attention au cas du Timor-Oriental. Chaque année, malgré des intérêts économiques et stratégiques puissants, vous acceptez de remettre à l'ordre du jour de vos travaux le cas de ce petit peuple. Vous le faites - de toute évidence - parce que c'est un des droits fondamentaux de la Charte des Nations-Unies qui serait violé si l'on refusait au peuple timorais d'exercer son droit à l'autodétermination, ou si l'on acceptait de reconnaître comme exercice de ce droit, des actes qui n'ont pas eu cette valeur.

C'est encore Mgr Belo qui écrit: *"Jusqu'à maintenant le peuple n'a pas été consulté. Ce sont les autres qui parlent au nom du peuple, c'est l'Indonésie qui dit que le peuple de 'Timor Timur' a déjà choisi l'intégration, mais le peuple n'a jamais dit cela"*, et il lance aussi un appel: *"Ma lettre veut alerter le Monde: les intérêts économiques et stratégiques ne peuvent servir de raisons pour violer les droits essentiels d'un peuple, si petit soit-il"*.

Votre persévérance dans l'accompagnement de ce cas est louable. Mais la situation de répression et d'oppression exercée par les forces armées qui ont envahi Timor il y a 14 ans, est telle, que cette persévérance risque de se révéler vaine si on laisse au temps le soin de résoudre ce problème, car, écrit aussi Mgr Belo, *"pendant ce temps nous mourons comme peuple et comme nation"*.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je suis venue ici en tant que Vice-Présidente de la Section portugaise du Mouvement International Pax Christi. De par sa vocation, notre Mouvement veut construire la Paix sur la promotion de la dignité profonde de chaque être humain et de chaque peuple et, pour cela, il dénonce tous les systèmes totalitaires et dictatoriaux, et lutte contre la violation de la liberté individuelle et collective.

Le Président de notre Section Pax Christi, Mgr Manuel Martins, évêque de Setúbal, a reçu de l'évêque de Dili une lettre lui demandant d'insister auprès du Secrétaire-Général pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination, promu par les Nations-Unies, pour le peuple de Timor: *"Si le peuple de Timor veut l'intégration à l'Indonésie,* lui écrit Mgr Belo, *que ce soit le peuple à le dire au travers d'un plébiscite et non par les armes, la pression psychologique ou la peur, comme c'est le cas depuis 1976 jusqu'à maintenant"*.

L'évêque de Setúbal, notre Président - que vous avez pu entendre ici même il y a deux ans - écrit à son tour que: *"ce qui pousse Mgr Belo à lancer cet appel à la réalisation d'un référendum promu par les Nations-Unies, c'est qu'après 14 ans d'occupation militaire indonésienne la situation demeure insupportable"*. Il cite, s'appuyant sur le témoignage de l'évêque de Dili, les arrestations en masse, la torture *"qui est devenue normale"*, les *"litanies de massacres au nom de la sécurité"*, mais aussi ces autres violations des droits de l'homme, moins violentes peut-être mais plus graves encore: *"l'impossibilité pour les timorais d'exprimer ce qu'ils sentent, de former des associations, de se réunir, de circuler la nuit..."* et encore *"les menaces et pressions psychologiques qui sont la réalité quotidienne..."*.

"Le fait que l'Indonésie ait envahi et occupe militairement Timor, sans donner au peuple la possibilité de manifester ce qu'il sent, est déjà en soi, un abus contre les Droits de l'Homme et la Charte des Nations-Unies", écrit l'évêque du Timor-Oriental au Nonce Apostolique à Djakarta.

Dans toutes ces dénonciations Mgr Belo a l'appui du peuple du Timor-Oriental: *"cette lettre a été reçue avec enthousiasme par la population"* écrivent les prêtres du diocèse de Dili qui manifestent eux aussi leur appui à l'évêque. Les responsables indonésiens, et même des personnalités religieuses qui veulent plaire à ce Gouvernement, ont mauvaise grâce de prétendre que l'évêque sort de son domaine propre pour entrer dans celui de la politique. Mgr Belo ne prend pas parti au sens politique du terme, il ne propose aucun choix politique particulier, il dénonce, comme c'est le droit de tout homme et le devoir de tous ceux qui partagent une quelconque autorité, des situations d'injustice flagrantes. Il réclame l'application d'un droit universel. Loin d'être blamé ou censuré pour assumer une telle attitude, il doit être appuyé.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, dont nous avons récemment célébré le 40ème anniversaire, est la pierre angulaire des Nations-Unies.

Les Droits de l'Homme sont la base de la justice, liberté et égalité pour les individus et les peuples, et de la vie en communauté.

L'un de ces droits, fondamental, est le droit des peuples à une véritable autodétermination politique.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes tous convaincus de la justesse de ces principes, mais il faut prendre les moyens de rendre possibles et effectifs les droits que la Charte des Nations-Unies proclame. Pour le Timor-Oriental cela passe très probablement par un référendum organisé et contrôlé par les Nations-Unies, et cette Commission a certainement un rôle à jouer en ce sens; le peuple timorais attend cela de vous.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je vous remercie de votre attention.